

C'est la lutte des classes !!

→ Plus de 44 suppressions de classe en Eure et Loir à la rentrée 2018

L'inspection académique (IA) d'Eure et Loir l'a annoncée depuis plusieurs semaines maintenant la rentrée de septembre 2018 sera une nouvelle fois



synonyme de suppressions de classe dans le département : 45. A la rentrée de septembre 2017 le département avait déjà perdu plus de 40 classes. C'est une nouvelle fois une véritable saignée qui opérait dans le département au nom de sacro sainte économies... En effet ces annonces de fermetures sont destinées à équilibrer avec les ouvertures sans moyen supplémentaires que la réforme des CP et CE1 (classes à 12 élèves) annoncés par Macron. Des réformes sans moyen comme souvent, qui se traduisent par la ponction de moyens redistribués vers ces écoles. Il s'agit de déshabillé Paul pour réhabiliter Jacques. L'argument du directeur académique ne tient pas ! Une baisse des effectifs dans le département est hypothétique et surtout pourrait se traduire par des baisses d'effectifs dans les classes qui sont trop souvent surchargées ! Cette baisse pourrait ainsi n'être que bénéfique pour les usagers de l'école (enseignant-e-s et élèves) qui pourraient aspirer enfin à de meilleures conditions de travail.

Mais c'est la logique comptable et l'approche libérale de l'école et de l'éducation qui est managée aujourd'hui comme une entreprise et non comme un service public !

→ La fin des maîtres surnuméraires ?

En parallèle des fermetures de classe le DASEN annonçait la suppression de 15 postes de maîtres surnuméraires (Projet Plus de Maîtres que de Classes) est une nouvelle fois l'aveu du sacrifice de projets d'accompagnement des élèves. Un sacrifice qui ne tient pas du tout compte des résultats de ce dispositif demandé à l'époque par les organisations syndicales et qui ont prouvé leur efficacité. On prend des moyens libérés par les fermetures pour les déverser au projet gouvernemental décrété sans moyen le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+. Une nouvelle fois c'est la preuve de ce que SUD éducation dénonce depuis toujours des réformes sans moyen ça ne vaut rien !

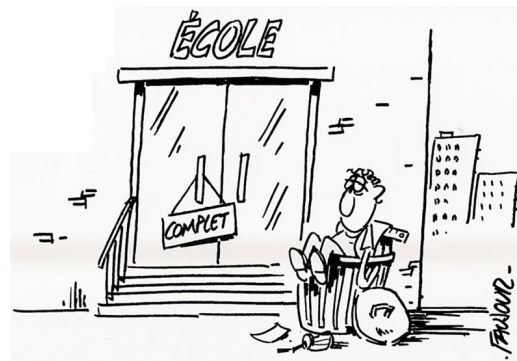


→ Des suppressions de postes dans le département !

Ces annonces de fermetures de postes se sont accompagnées aussi de l'annonce de plusieurs suppressions de postes. Ainsi dans le 1^{er} degré c'est 5 postes qui seront supprimés dans le département. Plusieurs postes du second degré sont également sur la sellette et sont menacés.

→ La suppression des emplois aidés n'est qu'un début !

La disparition des emplois aidés dans nos écoles, collèges et lycées petit à petit remplacés par des services civiques au statut toujours plus précaires et aux salaires misérables n'est qu'une nouvelle fois la précarisation accentuée des personnels des établissements, **l'emploi à tout prix a un prix celui de l'exploitation !**



Premier, second degré, université tous et toutes concernées !!

→ Vers un lycée à la carte

Le rapport Mathiot préconise d'en finir avec les filières pour instaurer un lycée semestrialisé et modulaire avec différents parcours, dont certains seront propres à un établissement. Sous couvert d'une liberté de choix, ce qui est imposé c'est l'orientation précoce dès la Seconde, l'accentuation du déterminisme social et des inégalités territoriales, la fin de la notion d'équipe pédagogique puisque le groupe classe disparaît. Les statuts des enseignant·e·s sont attaqués avec la flexibilisation de leur temps de service, vers une annualisation.

→ Casse du bac national

Le bac réformé ne comportera plus que 4 épreuves terminales, ce qui l'oriente vers un diplôme « maison » dépendant de l'établissement, cassant ainsi sa valeur nationale. Avec le contrôle continu, l'évaluation des élèves deviendra de plus en plus source de tension avec les élèves et leurs familles et il sera beaucoup plus difficile de la faire correspondre à des enjeux formatifs et pédagogiques.

→ Sélection à l'entrée de l'Université

Dès cette année, le bac ne sera plus suffisant pour accéder à l'université. Attendus différents d'un établissement à l'autre, lettres de recommandations, engagements associatifs seront demandés par les Universités. Organiser la pénurie pour instaurer la sélection : c'est le sale coup de ce gouvernement.

Avec un lycée modulaire, un bac local et la sélection, l'université

ne comptera même plus les 11 % d'enfants d'ouvriers/ères qui y étudient actuellement.

→ Heures d'enseignement en moins

Les DHG sont en baisse avec des heures perdues dans de nombreux établissements. Dédoubléments et dispositifs d'accompagnements vont disparaître. Ce gouvernement mène une offensive contre les personnels en dégradant leurs conditions de travail et contre les élèves issus des classes populaires en obérant leur avenir.

Dans l'éducation comme ailleurs, le gouvernement Macron mène une politique pour les riches !

→ Défendre une éducation égalitaire

Les fédérations FERC-CGT, FNEC-FP FO, FSU, SGL, SUD éducation, Solidaires étudiant·e·s, Unef, UNL, UNL-SD appellent les lycéen·ne·s, les étudiant·e·s, les personnels des universités et des lycées à se mobiliser le jeudi 1^{er} février 2018 sous toutes les formes décidées collectivement, y compris par la grève, dans les universités et les lycées. SNES, SNUEP, CGT éducation et SUD éducation appellent les personnels des collèges et des lycées à faire grève et à manifester le 6 février.

SUD éducation appelle à construire la riposte et à faire du 1^{er} et du 6 février le début d'une grande mobilisation pour le retrait de la réforme du bac, du lycée et de l'entrée à l'université et exiger les moyens structurels et financiers pour un service public d'éducation égalitaire et émancipateur.

6 février → Grève et manifestations intersyndicales des collèges et des lycées, RDV 10h30 Chartres à l'Inspection Académique